

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2023 B 23932

Numéro SIREN : 977 639 012

Nom ou dénomination : 2LHOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 29/08/2023 sous le numéro de dépôt 106000

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS**

**SAS 2LHOLDING**  
16 rue Alexandre Parodi  
75010 PARIS  
RCS PARIS N° 977 639 012

Apports de titres de la SAS FREECARS  
à la SAS 2LHOLDING  
par Madame Claire CANO-HOULLIER

**SAS 2LHOLDING**  
**16 rue Alexandre Parodi**  
**75010 PARIS**

## **Rapport du commissaire aux apports**

### **Apports de titres de la SAS FREECARS à la SAS 2LHOLDING par la Madame Claire CANO-HOULLIER.**

A l'associée unique de la SAS 2LHOLDING,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique concernant l'apport devant être réalisé à la SAS 2LHOLDING par Madame Claire CANO-HOULLIER nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L225-147 du Code de commerce.

Les éléments apportés ont été arrêtés dans le projet de traité d'apport transmis en date du 18 juillet 2023.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale de Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des titres à émettre par la société bénéficiaire dudit apport augmentée de la prime d'émission le cas échéant, et d'autre part, à apprécier les avantages particuliers stipulés.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Le présent rapport comporte trois parties :

- 1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS**
- 2. DILIGENCES ACCOMPLIES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS**
- 3. CONCLUSION**

# SOMMAIRE

<b>1. PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION ET DESCRIPTION DES APPORTS</b>	<b>4</b>
<b>1.1. Présentation des participants à l'opération</b>	<b>4</b>
1.1.1. Sociétés dont les titres sont apportés	4
1.1.2. Apporteur	4
1.1.3. Société bénéficiaire des apports	4
1.1.4. Liens entre les parties	5
<b>1.2. Nature et objectifs de l'opération</b>	<b>5</b>
<b>1.3. Description des apports</b>	<b>5</b>
1.3.1. Apports à titre pur et simple	5
<b>1.4. Évaluation des apports</b>	<b>6</b>
<b>1.5. Rémunération des apports</b>	<b>6</b>
<b>1.6. Aspects juridiques et fiscaux</b>	<b>6</b>
<b>1.7. Déclarations des parties</b>	<b>7</b>
<b>1.8. Conditions suspensives</b>	<b>7</b>
<b>1.9. Garantie d'actif et de passif</b>	<b>7</b>
<b>2. DILIGENCES ACCOMPLIES ET APPRÉCIATION DE LA VALEUR DES APPORTS</b>	<b>8</b>
<b>2.1 Diligences effectuées</b>	<b>8</b>
<b>2.2. Appréciation de la valeur des apports</b>	<b>9</b>
2.2.1. Méthode retenue par les parties	9
2.2.2. Autre méthode retenue par les commissaires aux apports	9
2.2.3. Méthode non retenue par les commissaires aux apports	9
<b>3. CONCLUSION</b>	<b>10</b>

## 1. PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

### 1.1. Présentation des participants à l'opération

#### 1.1.1. Société dont les titres sont apportés

La société dont les titres sont apportés est :

FREECARS, société par actions simplifiée immatriculée le 16 octobre 2012, dont le siège social est situé 151 avenue de France - 75013 Paris, immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 788 605 475.

Le capital social est fixé à la somme de 67 172 euros. Il est divisé en 67 172 actions de 1 euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées, réparties en :

- 38 287 actions ordinaires ;
- 17 018 actions de préférence dites de catégorie P ;
- 11 867 actions de préférence dites de catégorie A.

Un total de 19 908 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise a été émis par FREECARS de 2014 à 2023.

Cette société a pour objet :

- la prestation de services de mise en relation, de réservation et de location de biens et/ou de services appartenant à des particuliers et/ou des professionnels à destination des particuliers et/ou professionnels, sur tout type de support ;
  - l'édition et l'exploitation de sites internet et mobile, dans tout domaine d'activités ;
  - toutes activités de collecte, de traitement, d'organisation et de commercialisation de données ;
  - L'activité de services et actions marketing, publicitaires et promotionnelles ;
  - la négociation de licences et plus généralement de tout droit de propriété intellectuelle ;
  - la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ;
- Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

Madame Claire CANO-HOULLIER est Président de la SAS FREECARS.

Monsieur Idris HASSIM est Directeur Général de la SAS FREECARS

#### 1.1.2. Apporteur

L'apporteur est Madame Claire CANO-HOULLIER, née le 25 juin 1989 à PLOEMEUR (56), de nationalité française, demeurant 16 rue Alexandre Parodi - 75010 PARIS.

### **1.1.3. Société bénéficiaire des apports**

La société bénéficiaire des apports est :

2LHOLDING, société par actions simplifiée, au capital de 1 000 euros, dont le siège social est situé 16 rue Alexandre Parodi – 75010 PARIS, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 977 639 012.

Le capital social est divisé en 1 000 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

Cette société a pour objet :

- l'achat, la souscription, la détention, la gestion, la cession ou l'apport de participations, d'actions ou autres valeurs mobilières ou instruments financiers dans toutes sociétés ;
- toutes prestations de service en matière administrative, financière, comptable, commerciale, informatique, de gestion ou autre au profit des filiales de la Société ou plus généralement de toutes autres sociétés dans lesquelles elle détiendrait une participation ou de toute autre personne ;
- l'acquisition, la location et la gestion de biens immobiliers, et plus généralement les transactions sur immeubles ;
- plus généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus et aux activités similaires et connexes, ainsi que de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la Société, son extension, son développement ou son patrimoine social.

Madame Claire CANO-HOULLIER, est Président de la société 2LHOLDING.

### **1.1.4. Liens entre les parties**

Madame Claire CANO-HOULLIER est président et associée de la SAS FREECARS.

Madame Claire CANO-HOULLIER est Président et associée de la SAS 2LHOLDING.

## **1.2. Nature et objectifs de l'opération**

Selon les termes du projet de traité d'apport transmis en date du 18 juillet 2023, l'apporteur décide d'apporter à la société 2LHOLDING 3 650 actions ordinaires de la SAS FREECARS dont il a la pleine propriété.

### 1.3. Description des apports

#### 1.3.1. Apports à titre pur et simple

Madame Claire CANO-HOULLIER, apporte à la société 2LHOLDING la pleine propriété des 3 650 actions ordinaires qu'elle détient dans la SAS FREECARS.

### 1.4. Évaluation des apports

Les 3 650 actions de la SAS FREECARS sont évaluées à la somme de 1 760 450,16 euros soit un montant de 482,32 euros par action.

**Les apports nets ressortant des apports désignés en 1.3. sont ainsi évalués à 1 760 450,16 euros.**

### 1.5. Rémunération des apports

En rémunération des apports ci-dessus désignés, évalués à 1 760 450,16 euros, il sera attribué à l'apporteur, 3 143 661 actions de 0,01 euro de valeur nominale chacune, émises au prix unitaire de 0,56 euros, soit avec une prime d'émission de 0,55 euros par action, entièrement libérées, de la société 2LHOLDING, à titre d'augmentation de capital.

### 1.6. Aspects juridiques et fiscaux

#### Propriété – Jouissance

La société bénéficiaire sera propriétaire et aura la jouissance des actions apportées à compter de la réalisation des conditions suspensives ci-après stipulées.

#### Déclarations fiscales

L'apporteur et la société bénéficiaire, par l'intermédiaire de ses représentants, s'obligent à se conformer à toutes les dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à établir et le paiement de tout impôt et toutes taxes résultant de la réalisation définitive de l'apport.

L'apporteur, personne physique, qui contrôlera directement la société bénéficiaire à la date de réalisation de l'apport, au sein des dispositions de l'article 150-0 B ter, III, 2° du Code général des impôts, déclare que l'Apport sera placé sous le régime du report d'imposition prévu à l'article 150-0 B ter du Code général des impôts et ne fera l'objet d'aucune imposition immédiate.

En application des dispositions de l'article 810-I du Code général des impôts, le traité d'apport sera enregistré gratuitement.

L'apporteur et la société bénéficiaire affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent Traité exprime l'intégralité de la rémunération de l'apport.

### **1.7. Déclarations des parties**

Chacune des parties au traité déclare :

- avoir la capacité et le pouvoir de signer le traité d'apport, le cas échéant, de déléguer tous pouvoirs en vue de la signature du traité et d'en exécuter les obligations qu'elle met respectivement à sa charge ;
- que le traité d'apport est un engagement valable qui lui est pleinement opposable conformément ses termes respectifs ;
- que la signature et l'exécution du traité et les obligations qui en résultent ne constituent en aucune façon, un manquement ni aux textes légaux ou réglementaires qui lui sont applicables, ni à un quelconque engagement auquel elle pourrait être tenue à l'égard de tiers.

### **1.8. Conditions suspensives**

L'apport ne deviendra définitif que sous réserve de :

- l'approbation définitive de l'apport, de son évaluation et de ses modalités de rémunération par décisions de l'associée unique de la société bénéficiaire, au vu du rapport du Commissaire aux Apports ;
- l'approbation, par décisions de l'associé unique de la société bénéficiaire de l'émission des actions émises.

### **1.9. Garantie d'actif et de passif**

Néant.

## 2. DILIGENCES ACCOMPLIES ET APPRÉCIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

### 2.1 Diligences effectuées

En exécution de notre mission, nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires, au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission, afin :

- de contrôler la réalité des apports et d'apprécier l'incidence éventuelle d'éléments susceptibles d'en affecter la propriété ;
- d'apprécier la pertinence des méthodes retenues pour déterminer la valeur des apports ;
- de nous assurer que la valeur des apports n'est pas surévaluée et de vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports augmentée de la prime d'apport.

#### En particulier :

- Nous nous sommes entretenus avec les conseils de Madame Claire CANO-HOULLIER pour prendre connaissance de l'opération proposée et du contexte économique et juridique dans lequel elle se situe.
- Nous avons examiné le projet de traité d'apport transmis en date du 18 juillet 2023.
- Nous avons pris connaissance des statuts à jour de la SAS FREECARS.
- Nous avons pris connaissance des statuts de la SAS 2LHOLDING.
- Nous avons pris connaissance d'une lettre d'offre indicative pour le rachat de la société FREECARS datant du 17 avril 2023.
- Nous avons demandé à Madame Claire CANO-HOULLIER de nous confirmer par écrit l'exhaustivité des informations transmises afférentes à cette opération, ainsi que l'absence d'événements significatifs susceptibles de remettre en cause la valeur des apports.

## 2.2. Appréciation de la valeur des apports

### 2.2.1. Méthode retenue par les parties

Madame Claire CANO-HOULLIER apporte à la SAS 2LHOLDING la pleine propriété de 3 650 actions de la SAS FREECARS.

La valorisation des titres de la SAS FREECARS se base sur le prix proposé par un acquéreur conformément à une lettre d'offre indicative datant du 17 avril 2023 pour le rachat de la société FREECARS.

Cette offre indicative porte sur l'acquisition d'une participation majoritaire dans la société FREECARS s'est basée sur des hypothèses telles que :

- Les comptes de résultats 2019 à 2021 de la société FREECARS et la prévision de résultats 2022 ;
- Les projections d'exploitation de FREECARS sur 5 ans ;
- La dette financière nette de la société FREECARS.

Le prix proposé en ressortant s'établit à 42 000 000 euros, correspondant à la valeur d'entreprise pour 100% de la société FREECARS. Cette valeur d'entreprise intègre la dette nette de la société FREECARS.

<i>ACTIONS ORDINAIRES</i>	<i>38 287</i>
<i>ADP P</i>	<i>17 018</i>
<i>ADP A</i>	<i>11 867</i>
<i>BSPCE</i>	<i>19 908</i>
<b>NOMBRE TOTAL DE TITRES</b>	<b>87 080</b>
<b>VALEUR D'ENTREPRISE</b>	<b>42 000 000,00 €</b>
<b>VALEUR UNITAIRE</b>	<b>482,32 €</b>

Il en ressort une valorisation unitaire des titres de 482,32 euros, soit une valorisation totale de 1 760 450,16 euros pour les 3 650 actions apportées. Les parties au traité d'apport ont ainsi décidé de retenir une valeur totale d'apport égale à 1 760 450,16 euros.

Nous sommes d'avis que la méthodologie retenue par les parties est de nature à appréhender correctement la valeur des apports.

### 2.2.2. Autre méthode retenue par les commissaires aux apports

Néant.

### 2.2.3. Méthode non retenue par les commissaires aux apports

Néant.

### 3. CONCLUSION

**En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur nette des apports s'élevant à 1 760 450,16 euros n'est pas surévaluée et, en conséquence, qu'elle est au moins égale au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire des apports, majorée de la prime d'apport.**

Fait à Paris,  
Le 21 juillet 2023,

**Le commissaire aux apports,  
S.A.S. FOX AUDIT**



**Jeremy LELLOUCHE**

## 2LHOLDING

Société par actions simplifiée au capital de 1 000,00 euros  
Siège social : 16 rue Alexandre Parodi, 75010 Paris  
977 639 012 R.C.S. Paris

(la « **Société** »)

---

### DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 21 JUILLET 2023

---

Le 21 juillet 2023,

**CLAIRE CANO-HOULLIER**, née le 25 juin 1989 à Ploemeur (56), de nationalité française, demeurant 16 rue Alexandre Parodi, 75010 Paris (l' « **Associé Unique** »),

Détenant l'intégralité du capital et des droits de vote de la Société ;

Connaissance prise :

- du traité d'apport en nature en date de ce jour (le « **Traité** ») relatif à l'apport (l' « **Apport** ») par l'Associé Unique (l' « **Apporteur** ») à la Société de 3 650 actions ordinaires (les « **Actions Apportées** ») de la société FREECARS, société par actions simplifiée au capital de 67 172€, dont le siège social est situé 151 avenue de France, 75013 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 788 605 475 (« **Hiflow** ») ;
- du rapport du Commissaire aux apports désigné, conformément aux dispositions des articles L.225-8 et L.225-147 du Code de commerce, par décision de l'Associé Unique de la Société en date du 21 juillet 2023, et établi en application de ce même article (le « **Rapport du Commissaire aux Apports** ») ;

A pris les décisions suivantes :

#### PREMIERE DECISION

*(Approbation des termes et conditions du Traité, de l'Apport, de son évaluation et sa rémunération)*

L'Associé Unique,

connaissance prise (i) du rapport du Président de la Société, (ii) du Rapport du Commissaire aux Apports et (iii) du Traité ;

**constate** que, conformément aux termes du Traité, l'Apport des Actions Apportées est évalué à une valorisation globale des Actions Apportées d'un million sept cent soixante mille quatre cent cinquante euros et seize centimes (1 760 450,16€) (soit environ quatre cent quatre-vingt-deux euros et trente-deux centimes (482,32€) par action ordinaire de Hiflow) ;

**constate** que, conformément aux termes du Traité, les actions ordinaires de la Société sont évaluées à un montant unitaire égal à cinquante-six centimes d'euro (0,56€), soit une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01€) et une prime d'émission égale à cinquante-cinq centimes d'euro (0,55€) ;

**constate** que, conformément aux termes du Traité et compte tenu de la valorisation des Actions Apportées, des actions de la Société et de la parité d'apport en découlant, la Société doit procéder, en rémunération et en représentation de l'Apport, à une augmentation de capital d'un montant nominal de trente-et-un mille quatre cent trente-six euros et soixante-et-un centimes d'euro (31 436,61€), par émission de trois millions cent quarante-trois mille six cent soixante-et-un (3 143 661) actions ordinaires, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01€) chacune, émises à un prix unitaire égal à cinquante-six centimes d'euro (0,56€), soit avec une prime d'émission égale à cinquante-cinq centimes d'euro (0,55€) (les « **Actions Emises** ») ;

**approuve** (i) l'intégralité des termes et condition du Traité, (ii) l'Apport, (iii) l'évaluation des Actions Apportées, (iv) la rémunération de l'Apport, ainsi que (iv) l'ensemble des termes du Rapport du Commissaire aux Apports, conformément aux dispositions des articles L.225-8 et L.225-147 du Code de commerce.

*Cette décision est adoptée.*

### **DEUXIEME DECISION**

*(Augmentation de capital d'un montant nominal de trente-et-un mille quatre cent trente-six euros et soixante-et-un centimes d'euro (31 436,61€), par émission de trois millions cent quarante-trois mille six cent soixante-et-un (3 143 661) actions ordinaires nouvelles en rémunération de l'Apport des Actions Apportées)*

L'Associé Unique,

connaissance prise (i) du rapport du Président de la Société, (ii) du Rapport du Commissaire aux Apports et (iii) du Traité ;

après avoir constaté la libération intégrale du capital social de la Société ;

**décide** d'augmenter capital d'un montant nominal de trente-et-un mille quatre cent trente-six euros et soixante-et-un centimes d'euro (31 436,61€), par émission de trois millions cent quarante-trois mille six cent soixante-et-un (3 143 661) actions ordinaires, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01€) chacune, émises à un prix unitaire égal à cinquante-six centimes d'euro (0,56€), soit avec une prime d'émission égale à cinquante-cinq centimes d'euro (0,55€) ;

**décide** que les actions ordinaires nouvelles seront intégralement souscrites par l'Apporteur (conformément aux termes du Traité) et seront libérées en rémunération, exclusivement, de l'Apport ;

**décide** que les actions ordinaires nouvelles porteront jouissance à compter du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, seront soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions des associés, et seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de leur création.

*Cette décision est adoptée.*

### **TROISIEME DECISION**

*(Constatation de la réalisation définitive des conditions suspensives visées à l'article 3(a) du Traité et de la réalisation définitive de l'Apport des Actions Apportées)*

L'Associé Unique,

connaissance prise (i) du rapport du Président de la Société et (ii) du Traité ;

**constate**, en conséquence de l'adoption des décisions ci-dessus, la réalisation définitive des conditions suspensives visées à l'article 3(a) du Traité ; et

**constate** en conséquence la réalisation définitive de l'Apport à la Société des Actions Apportées.

*Cette décision est adoptée.*

#### **QUATRIEME DECISION**

*(Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital d'un montant nominal de trente-et-un mille quatre cent trente-six euros et soixante-et-un centimes d'euro (31 436,61€), par émission de trois millions cent quarante-trois mille six cent soixante-et-un (3 143 661) actions ordinaires nouvelles en rémunération de l'Apport des Actions Apportées)*

L'Associé Unique,

connaissance prise (i) du rapport du Président de la Société et (ii) du Traité ;

en conséquence de l'adoption des décisions ci-dessus et de la réalisation définitive des conditions suspensives du Traité et ainsi de l'Apport des Actions Apportées ;

**constate** la réalisation définitive de l'augmentation de capital corrélative, d'un montant nominal de trente-et-un mille quatre cent trente-six euros et soixante-et-un centimes d'euro (31 436,61€), par émission de trois millions cent quarante-trois mille six cent soixante-et-un (3 143 661) actions ordinaires, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01€) chacune, émises à un prix unitaire égal à cinquante-six centimes d'euro (0,56€), soit avec une prime d'émission égale à cinquante-cinq centimes d'euro (0,55€), intégralement libérées et attribuées à l'Apporteur en rémunération de l'Apport à la Société des Actions Apportées.

*Cette décision est adoptée.*

#### **CINQUIEME DECISION**

*(Modification corrélative de l'article 6 des statuts de la Société)*

L'Associé Unique,

en conséquence de l'adoption des décisions ci-dessus ;

**décide** de modifier l'article 6 des statuts de la Société qui sera désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 6. APPORTS – CAPITAL SOCIAL

- 6.1 Lors de la constitution de la Société, il a été fait un apport en numéraire d'une somme totale de mille euros (1 000€), correspondant à la souscription de cent mille (100 000) actions ordinaires émises par la Société, d'un centime d'euro (0,01€) de valeur nominale chacune, souscrites et libérées intégralement lors de la constitution de la Société.
- 6.2 Aux termes d'un traité d'apport en date du 21 juillet 2023, l'Associé Unique de la Société a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant nominal de trente-et-un mille quatre cent trente-six euros et soixante-et-un centimes d'euro (31 436,61€), par émission de trois millions cent quarante-trois mille six cent soixante-et-un (3 143 661) actions ordinaires, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01€) chacune, émises à un prix unitaire égal à cinquante-six centimes d'euro (0,56€), soit avec une prime d'émission égale à cinquante-cinq centimes

d'euro (0,55€), en rémunération d'un apport en nature d'un montant d'un million sept cent soixante mille quatre cent cinquante euros et seize centimes (1 760 450,16€).

- 6.3 Le capital social s'élève à trente-deux mille quatre cent trente-six euros et soixante-et-un centimes d'euro (32 436,61€), divisé en trois millions deux cent quarante-trois mille six cent soixante-et-un (3 243 661) actions ordinaires, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01€) chacune actions ordinaires d'un centime d'euro (0,01€) de valeur nominale chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie.
- 6.4 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, sur décision de la collectivité des Associés (prise dans les conditions prévues par les présents statuts). La collectivité des Associés peut déléguer au Président et/ou au Directeur Général la compétence ou les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser l'émission, en une ou plusieurs fois, d'une catégorie de titres financiers quels qu'ils soient, donnant immédiatement ou à terme accès au capital de la Société, d'en fixer le montant et les modalités, et de procéder à la modification corrélative des Statuts ».

*Cette décision est adoptée.*

#### **SIXIEME DECISION**

*(Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités)*

L'Associé Unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de cet acte sous-seing privé afin de procéder à toutes les formalités qui pourraient s'avérer nécessaires à la mise en œuvre des présentes décisions.

*Cette décision est adoptée.*

*[signatures en page suivante]*

Fait le 21 juillet 2023,

DocuSigned by:  
*Claire Cano-Houllier*  
22D7649F52FA4BD...

Par : \_\_\_\_\_  
**Claire Cano-Houllier**

## **2LHOLDING**

Société par actions simplifiée au capital de 32 436,61 euros  
Siège social : 16 rue Alexandre Parodi, 75010 Paris  
(la "**Société**")

---

### **STATUTS MIS À JOUR**

**EN DATE DU 21 JUILLET 2023**

---

Copie certifiée conforme par le Président

DocuSigned by:  
*Claire Cano-Houllier*  
22D7649F52FA4BD...

---

**Claire Cano-Houllier**

Pour satisfaire aux dispositions de l'article R. 224-2 du Code de commerce, il est précisé que les statuts constitutifs ont été signés par :

**CLAIRE CANO-HOULLIER**, née le 25 juin 1989 à Ploemeur (56), de nationalité française, demeurant 16 rue Alexandre Parodi, 75010 Paris ;

## **Article 1.      FORME**

- 1.1**      La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur et à venir et notamment les dispositions des articles L. 227-1 et suivants du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts (les "**Statuts**").
- 1.2**      Les personnes physiques ou morales propriétaires d'actions émises par la Société ont la qualité d'associé (les "**Associés**" ou, individuellement, un "**Associé**").
- 1.3**      La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs Associé(s). En cas d'associé unique (l'"**Associé Unique**"), les prérogatives revenant aux Associés aux termes des statuts sont exercées par l'Associé Unique.

## **Article 2.      DÉNOMINATION**

- 2.1**      La Société a pour dénomination sociale : 2LHOLDING.
- 2.2**      Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social, du siège social et du numéro d'identification au registre du commerce et des sociétés.

## **Article 3.      OBJET SOCIAL**

La Société a pour objet, en France ou dans tous pays :

- l'achat, la souscription, la détention, la gestion, la cession ou l'apport de participations, d'actions ou autres valeurs mobilières ou instruments financiers dans toutes sociétés ;
- toutes prestations de service en matière administrative, financière, comptable, commerciale, informatique, de gestion ou autre au profit des filiales de la Société ou plus généralement de toutes autres sociétés dans lesquelles elle détiendrait une participation ou de toute autre personne ;
- l'acquisition, la location et la gestion de biens immobiliers, et plus généralement les transactions sur immeubles ;
- plus généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus et aux activités similaires et connexes, ainsi que de nature à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la Société, son extension, son développement ou son patrimoine social.

#### **Article 4. SIEGE SOCIAL**

- 4.1** Le siège de la Société est fixé au 16 rue Alexandre Parodi, 75010 Paris.
- 4.2** Il peut être transféré partout en France par une décision du Président de la Société qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.
- 4.3** Il peut être transféré en tout autre lieu par décision de la collectivité des Associés.

#### **Article 5. DURÉE**

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par décision de la collectivité des Associés.

#### **Article 6. APPORTS – CAPITAL SOCIAL**

- 6.1** Lors de la constitution de la Société, il a été fait un apport en numéraire d'une somme totale de mille euros (1 000€), correspondant à la souscription de cent mille (100 000) actions ordinaires émises par la Société, d'un centime d'euro (0,01€) de valeur nominale chacune, souscrites et libérées intégralement lors de la constitution de la Société.
- 6.2** Aux termes d'un traité d'apport en date du 21 juillet 2023, l'Associé Unique de la Société a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant nominal de trente-et-un mille quatre cent trente-six euros et soixante-et-un centimes d'euro (31 436,61€), par émission de trois millions cent quarante-trois mille six cent soixante-et-un (3 143 661) actions ordinaires, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01€) chacune, émises à un prix unitaire égal à cinquante-six centimes d'euro (0,56€), soit avec une prime d'émission égale à cinquante-cinq centimes d'euro (0,55€), en rémunération d'un apport en nature d'un montant d'un million sept cent soixante mille quatre cent cinquante euros et seize centimes (1 760 450,16€).
- 6.3** Le capital social s'élève à trente-deux mille quatre cent trente-six euros et soixante-et-un centimes d'euro (32 436,61€), divisé en trois millions deux cent quarante-trois mille six cent soixante-et-un (3 243 661) actions ordinaires, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01€) chacune actions ordinaires d'un centime d'euro (0,01€) de valeur nominale chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie.
- 6.4** Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, sur décision de la collectivité des Associés (prise dans les conditions prévues par les présents statuts). La collectivité des Associés peut déléguer au Président et/ou au

Directeur Général la compétence ou les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser l'émission, en une ou plusieurs fois, d'une catégorie de titres financiers quels qu'ils soient, donnant immédiatement ou à terme accès au capital de la Société, d'en fixer le montant et les modalités, et de procéder à la modification corrélative des Statuts.

#### **Article 7. FORME DES ACTIONS**

- 7.1** Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel ouvert par la Société au nom du ou des Associés dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur (y compris sur un dispositif d'enregistrement électronique partagé).
- 7.2** Tout Associé peut demander à la Société une attestation d'inscription en compte.

#### **Article 8. CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS**

- 8.1** La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel ouvert au nom du titulaire et sur le registre tenu à cet effet au siège social ou sur un dispositif d'enregistrement électronique partagé.
- 8.2** La cession ou la transmission des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire.
- 8.3** Le mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements de titres » ou sur un dispositif d'enregistrement électronique partagé.
- 8.4** Les actions résultant d'une augmentation de capital sont cessibles à compter de la réalisation définitive de celle-ci.
- 8.5** Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle de plein droit.

#### **Article 9. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

- 9.1** Les actions sont toutes de même catégorie. Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Elle donne également droit au vote et à la représentation dans les décisions collectives, dans les conditions fixées par les Statuts. Les Associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
- 9.2** La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des Associés et aux Statuts.

- 9.3** Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les Associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

## **Article 10. PRÉSIDENT**

### **10.1 Nomination**

- 10.1.1 La Société est administrée et dirigée par un président (le "**Président**"), personne physique ou morale, Associé ou non de la Société.
- 10.1.2 Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par la collectivité des Associés et il peut être révoqué à tout moment dans les mêmes conditions.
- 10.1.3 Lorsqu'une personne morale est nommée Président, cette dernière exerce son mandat par l'intermédiaire de son représentant légal. Toutefois, cette personne morale a la possibilité de désigner une personne physique, dont l'identité doit être communiquée à la Société, comme représentant de la personne morale pour l'exercice des fonctions de Président de la Société. La durée du mandat du représentant est la même que la durée du mandat de la personne morale qu'il représente, la personne morale pouvant toutefois à tout instant notifier à la Société qu'il est mis fin aux fonctions du représentant. Dans ce cas, et à défaut de désignation d'un nouveau représentant, la personne morale agit par l'intermédiaire de son représentant légal. Les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient dirigeant en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.
- 10.1.4 Selon les conditions prévues par la loi, le Président, personne physique, peut être également lié à la Société par un contrat de travail qui devra être approuvé au préalable par la collectivité des Associés.

## **10.2 Durée du mandat du Président**

- 10.2.1 Le mandat du Président est à durée déterminée ou indéterminée, celle-ci étant fixée lors de la décision qui le nomme.
- 10.2.2 Les fonctions du Président prennent fin en cas de démission ou de révocation par les Associés. Par exception, le mandat du Président prend fin de plein droit, sans indemnisation dans les cas suivants : (i) dans le cas où le Président est une personne physique, en cas de décès, d'incapacité, d'interdictions de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale ou faillite personnelle affectant le Président personne physique et (ii) dans le cas où le Président est une personne morale, en cas de dissolution ou de mise en liquidation du Président personne morale.
- 10.2.3 Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis d'un (1) mois lequel pourra être réduit par la collectivité des Associés qui aura à statuer sur son remplacement ou bien sur toute autre question.
- 10.2.4 Le Président peut être révoqué à tout moment, sous réserve du respect d'un préavis de trois (3) mois. La décision de révocation du Président doit être motivée par un juste motif. En outre, la révocation du Président ne peut en aucun cas ouvrir droit à versement par la Société d'indemnité de cessation de fonctions sauf disposition particulière écrite approuvée par la collectivité des Associés (étant cependant précisé, en tant que besoin, que toute révocation intervenant sans qu'un juste motif soit établi, ouvrira droit à indemnisation).
- 10.2.5 Le Président est également révocable par décision de justice, pour juste motif, à la demande de tout Associé.

## **10.3 Rémunération du Président**

La rémunération éventuelle du Président est déterminée par la collectivité des Associés.

## **10.4 Pouvoirs du Président**

- 10.4.1 Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à la collectivité des Associés par la loi et par les statuts, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social ou prévue lors de toute décision prise par les Associés.
- 10.4.2 A l'égard des tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social ou de ses pouvoirs, sauf si la Société apporte la preuve

que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou de ses pouvoirs, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

- 10.4.3 Le Président peut conférer à toute personne tous mandats comportant un ou plusieurs objets, avec ou sans pouvoir de substitution totale ou partielle.

## **Article 11. DIRECTEURS GÉNÉRAUX ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLEGUÉS**

### **11.1 Nomination**

11.1.1 Le Président peut être assisté d'un ou de plusieurs directeurs généraux (les "**Directeurs Généraux**" ou individuellement, un "**Directeur Général**"), ainsi que d'un ou plusieurs directeurs généraux délégués (les "**Directeurs Généraux Délégués**" ou individuellement, un "**Directeur Général Délégué**") au sens de l'article L. 227-6 du Code de commerce, qui peuvent être des personnes physiques ou personnes morales, Associés ou non de la Société.

11.1.2 Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué sont nommés et renouvelés dans leurs fonctions par la collectivité des Associés et peuvent être révoqués à tout moment dans les mêmes conditions.

11.1.3 Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général ou Directeur Général Délégué, il est fait application mutatis mutandis des mêmes règles que celles visées à l'article 10.1.3.

11.1.4 Selon les conditions prévues par la loi, le Directeur Général et le Directeur Général Délégué, personnes physiques, peuvent être également liés à la Société par un contrat de travail qui devra être approuvé au préalable par la collectivité des Associés.

### **11.2 Durée du mandat du Directeur Général et du Directeur Général Délégué**

11.2.1 Le mandat du Directeur Général et du Directeur Général Délégué est à durée déterminée ou indéterminée, celle-ci étant fixée lors de la décision qui les nomme.

11.2.2 Les fonctions du Directeur Général et du Directeur Général Délégué prennent fin en cas de démission ou de révocation par les Associés. Par exception, le mandat du Directeur Général ou Directeur Général Délégué prend fin de plein droit, sans indemnisation dans les cas suivants : (i) dans le cas où le Directeur Général ou Directeur Général Délégué est une personne physique, en cas de décès, d'incapacité, d'interdictions de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale ou faillite personnelle affectant le Directeur Général ou Directeur Général

Délégué personne physique et (ii) dans le cas où le Directeur Général ou Directeur Général Délégué est une personne morale, en cas de dissolution ou de mise en liquidation du Directeur Général ou Directeur Général Délégué personne morale.

- 11.2.3 Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué peuvent démissionner de leur mandat sous réserve de respecter un préavis d'un (1) mois lequel pourra être réduit par la collectivité des Associés qui aura à statuer sur leur remplacement ou bien sur toute autre question.
- 11.2.4 Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué peuvent être révoqués à tout moment, sous réserve du respect d'un préavis de trois (3) mois. La décision de révocation du Directeur Général et du Directeur Général Délégué doit être motivée par un juste motif. En outre, la révocation du Directeur Général et du Directeur Général Délégué ne peut en aucun cas ouvrir droit à versement par la Société d'indemnité de cessation de fonctions sauf disposition particulière écrite approuvée par la collectivité des Associés (étant cependant précisé, en tant que besoin, que toute révocation intervenant sans qu'un juste motif soit établi, ouvrira droit à indemnisation).
- 11.2.5 Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué sont également révocables par décision de justice, pour juste motif, à la demande de tout Associé.

### **11.3 Rémunération du Directeur Général et du Directeur Général Délégué**

La rémunération éventuelle du Directeur Général et du Directeur Général Délégué est déterminée par la collectivité des Associés.

### **11.4 Pouvoirs du Directeur Général et du Directeur Général Délégué**

- 11.4.1 Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué représentent la Société à l'égard des tiers. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à la collectivité des Associés, ils sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social, sauf limitations expressément stipulées lors de leur nomination ou dans toute autre décision prise par les Associés.
- 11.4.2 Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général et du Directeur Général Délégué qui ne relèvent pas de l'objet social ou de leurs pouvoirs, sauf si la Société apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou de leurs pouvoirs, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

- 11.4.3 Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué peuvent conférer à toute personne tous mandats comportant un ou plusieurs objets, avec ou sans pouvoir de substitution totale ou partielle, sous réserve d'en informer le Président.
- 11.4.4 En cas de décès, démission, révocation, dissolution, liquidation ou empêchement du Président, le Directeur Général et le Directeur Général Délégué conservent leurs fonctions sauf disposition contraire dans la décision des Associés le(s) nommant.

## **Article 12. CONVENTIONS**

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités prescrites par ledit article et les dispositions des autres articles applicables dudit code. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

## **Article 13. DECISIONS DES ASSOCIES**

### **13.1 Compétence de la collectivité des Associés**

- 13.1.1 Outre les attributions exercées exclusivement par la collectivité des Associés en application des dispositions légales et réglementaires en vigueur (notamment celles de l'article L. 227-9 du code de commerce), relèvent également de la compétence de la collectivité des Associés :
- (i) l'augmentation, la réduction ou l'amortissement du capital, ainsi que toutes émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société (sous réserve des dispositions de l'article 6.1 des Statuts) ;
  - (ii) toute opération de fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
  - (iii) la nomination, la rémunération et la révocation du Président, ainsi que le renouvellement de son mandat ;
  - (iv) la nomination, la rémunération et la révocation des Directeurs Généraux, ainsi que le renouvellement de leurs mandats ;
  - (v) la nomination, la rémunération et la révocation des Directeurs Généraux Délégués, ainsi que le renouvellement de leurs mandats ;
  - (vi) la nomination et la révocation des commissaires aux comptes et le renouvellement de leurs mandats ;

- (vii) le transfert du siège social (sans préjudice de la faculté du Président de procéder à un transfert de siège social conformément indiqué à l'Article 4.2 des Statuts) ;
- (viii) l'approbation des comptes et l'affectation du résultat ;
- (ix) l'approbation des conventions visées à l'Article 227-10 du Code de commerce ;
- (x) la transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- (xi) la dissolution de la Société, la nomination ou la révocation du liquidateur, ainsi que, éventuellement, les contrôleurs, et l'approbation des comptes de liquidation ;
- (xii) toute modification des statuts, y compris en vue de la prorogation de la durée de la Société (sous réserve des dispositions des articles 4.2 et 6.1 des Statuts) ;  
et
- (xiii) toute opération qui, du fait de la loi ou des Statuts, requiert l'approbation ou le consentement des Associés, notamment les décisions devant être prises à l'unanimité.

Toute décision prise par les représentants légaux de la Société en violation de cet article 13.1 est nulle.

- 13.1.2 Pour les besoins des Statuts, la « collectivité des Associés » désigne indifféremment l'Associé Unique ou l'assemblée des Associés en cas de pluralité d'Associés.

## **13.2 Généralités**

- 13.2.1 En cas de pluralité d'Associés, la collectivité des Associés peut être saisie de toute question relevant de sa compétence à l'initiative du Président ou encore, le cas échéant, d'un ou plusieurs Associés disposant d'une fraction des droits de vote au moins égale à 50% de la totalité des droits de vote attachés aux actions émises par la Société.
- 13.2.2 En cas d'Associé Unique, la compétence conférée à la collectivité des Associés lui est dévolue. Celui-ci peut prendre des décisions à sa propre initiative. Il peut également être consulté à l'initiative du Président.
- 13.2.3 Tout Associé a le droit de participer aux décisions collectives personnellement, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom. Un Associé peut se faire représenter par un autre Associé. Les pouvoirs sont

donnés par tout moyen écrit, une copie devant être remise à la Société. Le nombre de pouvoirs dont peut disposer un associé est illimité.

- 13.2.4 Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché à une action est proportionnel au capital qu'elle représente.
- 13.2.5 Les commissaires aux comptes (s'ils ont été désignés) doivent être invités à participer à toute assemblée générale en même temps que les Associés ou, le cas échéant, être informés des décisions devant être prises par acte sous seing privé ou par consultation écrite au plus tard dans les trente (30) jours suivant la date des décisions.
- 13.2.6 Toutes décisions visant à augmenter les engagements des Associés ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.

### **13.3 Modalités de consultation**

- 13.3.1 Les décisions des Associés sont prises, au choix de l'auteur de la convocation :
- (i) par acte sous seing privé ;
  - (ii) en assemblée générale ; ou
  - (iii) par consultation écrite.
- 13.3.2 En cas d'Associé Unique, les décisions sont prises par la signature d'un procès-verbal de décision(s) par celui-ci (y compris au travers d'une plateforme de signature électronique, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, la signature électronique pouvant être d'un niveau simple, avancé ou qualifié). Les copies de ces procès-verbaux peuvent être valablement certifiées conformes à l'original par le Président. Les décisions de l'Associé Unique sont répertoriées dans un registre tenu électroniquement par la Société.
- 13.3.3 Acte sous seing privé
- Les Associés peuvent être consultés par la signature d'un acte ou de plusieurs actes rigoureusement identiques, signé(s) par l'ensemble des Associés (y compris au travers d'une plateforme de signature électronique, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, la signature électronique pouvant être d'un niveau simple, avancé ou qualifié) ayant un droit de vote, avec mention de la communication préalable, s'il y a lieu, des documents nécessaires ou sur lesquels porte(nt) la(es) décision(s). Les copies de ces actes sous seing privé peuvent être valablement certifiées conformes à l'original par le Président.

#### 13.3.4 Tenue d'une assemblée

L'assemblée est convoquée par le Président ou un Associé détenant au moins 50 % de la totalité des droits de vote attachés aux actions émises par la Société ou, en tant que de besoin, par un mandataire de justice. Le commissaire aux comptes peut également la convoquer.

L'assemblée générale se tient au lieu indiqué par l'auteur de la convocation et/ou par tout moyen dématérialisé permettant leur identification et garantissant leur participation effective (vidéo, visioconférence, courriel, plateforme électronique, etc.).

La convocation est faite par tout moyen écrit (y compris, par lettre recommandée avec accusé de réception, par lettre simple ou par courriel), trois (3) jours au moins avant la date de l'assemblée. Ce délai de convocation peut être raccourci ou supprimé si (i) tous les Associés donnent leur consentement par écrit (y compris par courriel) ou (ii) si tous les Associés sont présents ou régulièrement représentés à ladite assemblée.

La convocation indique l'ordre du jour qui est déterminé par l'auteur de la convocation, étant précisé que l'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour (à l'exception de la désignation, du renouvellement ou de la révocation du Président ou du Directeur Général). L'auteur de la convocation peut modifier l'ordre du jour à condition d'en informer les Associés au plus tard la veille de l'assemblée ou, si tous les Associés y consentent, le jour même de l'assemblée.

Tout Associé peut, en outre, à tout moment et sans condition aucune, requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions. Elle doit cependant être parvenue à la Société au plus tard la veille de l'assemblée ou, si tous les Associés y consentent, le jour même de l'assemblée.

L'assemblée est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Associés en tout début de séance, à la majorité requise pour les décisions collectives. L'assemblée convoquée par le commissaire aux comptes est présidée par celui-ci.

Lorsqu'une assemblée générale est réunie, une feuille de présence à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire est émarginée (y compris au travers d'une plateforme de signature électronique, conforme aux dispositions légales et réglementaires applicables, la signature électronique pouvant être d'un niveau simple, avancé ou qualifié) par les Associés présents et les mandataires des Associés représentés. La signature d'une feuille de présence n'est pas requise lorsque tous les Associés présents ou représentés signent le procès-verbal de la réunion.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les Associés qui participent à l'assemblée par procuration ou par des moyens dématérialisés, lorsque l'auteur de la convocation décide l'utilisation de tels moyens de participation.

Les assemblées ne délibèrent valablement, sur première convocation comme sur deuxième convocation, que si les Associés présents ou représentés possèdent au moins 50 % de la totalité des droits de vote attachés aux actions émises par la Société.

Les décisions des Associés, prises en assemblées, sont consignées dans des procès-verbaux signés par le Président ou, en son absence, par le président de séance désigné conformément au présent article 13.3.4 (y compris au travers d'une plateforme de signature électronique, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, la signature électronique pouvant être d'un niveau simple, avancé ou qualifié). Les copies de ces procès-verbaux peuvent être valablement certifiées conformes à l'original par le Président.

#### 13.3.5 Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées, un bulletin de vote (ou autre mécanisme, notamment électronique, permettant de recueillir le vote d'un Associé) et, le cas échéant, les documents nécessaires à l'information des Associés sont adressés à chaque Associé par tout moyen écrit (y compris par lettre recommandée avec accusé de réception, par lettre simple, par courriel ou au travers d'une plateforme de signature ou de vote électronique).

Les Associés dont le vote n'est pas reçu par la Société dans le délai de cinq (5) jours (ce délai pouvant être étendu à l'initiative de l'auteur de la convocation, dans la limite d'un délai maximum de trente (30) jours) à compter de l'envoi des projets de résolutions sont considérés comme ayant refusé chacune des résolutions soumises à la consultation.

Dans les cinq (5) jours suivant la réception du dernier vote (et au plus tard dans les cinq (5) jours suivant la date limite pour la réception des votes), le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations (y compris au travers d'une plateforme de signature électronique, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, la signature électronique pouvant être d'un niveau simple, avancé ou qualifié). Les copies de ces procès-verbaux peuvent être valablement certifiées conformes à l'original par le Président.

### 13.4 **Majorité**

Sauf dans les cas où la loi ou les présents statuts en disposent autrement, les décisions soumises à la collectivité des Associés doivent, pour être valables, être adoptées par

un ou des Associés détenant plus de 50% de la totalité des droits de vote attachés aux actions émises par la Société (majorité simple).

### **13.5 Droit de communication des Associés**

Tout Associé a le droit d'obtenir, sur demande, avant toute consultation, le texte des résolutions soumises à son approbation ainsi que les documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause sur le texte desdites résolutions et en particulier les rapports du Président, du commissaire aux comptes ou de commissaires nommés spécialement à cet effet, dans les cas où la loi ou les règlements imposent leur préparation.

## **Article 14. EXERCICE SOCIAL**

**14.1** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

**14.2** Par exception, le premier exercice social commencera à la date d'immatriculation de la Société et se terminera le 31 décembre 2024.

## **Article 15. COMPTES ANNUELS ET RÉSULTATS SOCIAUX**

**15.1** Dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social, le Président est tenu de consulter le ou les Associés sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé.

**15.2** Ce délai peut être prorogé par décision de justice.

## **Article 16. COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires sont nommés, lorsque que la Société est tenue d'en désigner, et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte aux Associés.

**Article 17. COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE**

Les représentants du comité social et économique exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président ou sur instruction de sa part, auprès du Directeur Général ou du Directeur Général Délégué.

**Article 18. DISSOLUTION ET LIQUIDATION**

- 18.1** La Société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif. La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective des Associés. La liquidation est effectuée conformément à la loi.
- 18.2** La collectivité des Associés nomme le ou les liquidateurs. Ils peuvent les révoquer à tout moment, ou restreindre leurs pouvoirs, selon les mêmes conditions. La nomination des liquidateurs met fin aux fonctions du Président et le cas échéant du ou des Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués. La dissolution ne met pas fin aux fonctions des commissaires aux comptes.
- 18.3** Pendant toute la durée de la liquidation, les Associés conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de l'existence de la Société.
- 18.4** Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'aurait pas encore été remboursé. Le boni de liquidation est réparti entre les Associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

**Article 19. CONTESTATIONS**

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les Associés, la direction et la Société, soit entre les Associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions, seront soumises aux juridictions du ressort de la cour d'appel compétente eu égard au siège social de la Société, même en cas de référé, de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.